



# Frontex, l'Europe et la démocratie directe

Etude sur mandat de Luzius Meisser, Meisser Economics  
en coopération avec la Fondation pour la démocratie directe

## **Equipe de projet**

**Urs Bieri:** Codirecteur

**Annick Doriot:** Cheffe de projet junior

**Aaron Venetz:** Collaborateur scientifique

**Corina Schena:** Collaboratrice scientifique

**Ronja Bartlome:** Stagiaire Data Science et analyse politique

**Daniel Bohn:** Collaborateur de projet

**Roland Rey:** Collaborateur administratif

Berne, le 06.05.2022

# Sommaire

<b>1</b>	<b>RÉSUMÉ</b> .....	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>CONSTATATIONS</b> .....	<b>7</b>
2.1	Situation de départ.....	7
2.2	Frontex.....	13
2.3	Arguments.....	20
2.4	Souhait démocratique.....	25
<b>3</b>	<b>SYNTHÈSE</b> .....	<b>30</b>
<b>4</b>	<b>ANNEXE</b> .....	<b>33</b>



La présente étude complète une étude menée en 2021 pour examiner et comparer la satisfaction par rapport à la démocratie en Suisse, en Allemagne, en France, en Italie et en Autriche. L'étude de 2021 a révélé un haut niveau de satisfaction vis-à-vis du système politique, des possibilités de participation à la prise de décision, des règles et des résultats en Suisse. Cette satisfaction est nettement plus élevée en Suisse que dans les pays voisins. Les personnes interrogées dans les pays voisins soutiennent majoritairement l'adoption des aspects démocratiques suisses.

Scannez le QR Code ci-contre pour accéder au rapport final sur cette étude.

# 1 Résumé



Dans tous les pays de l'UE sondés, une majorité absolue des électeurs a une opinion positive de l'Union européenne. L'Estonie, le Portugal, la Lituanie, la Roumanie et l'Irlande affichent l'opinion la plus positive sur l'UE. Cela montre que l'impression positive à l'égard de l'UE se retrouve aussi bien chez des membres historiques que parmi les membres plus récents. L'opinion sur l'UE est la plus négative en République tchèque, aux Pays-Bas, en Grèce, en Slovaquie et en France, comparativement. Mais même dans ces pays, il prédomine une attitude positive envers l'Union européenne. Cette bienveillance générale à l'égard du système politique est une condition préalable essentielle pour le succès des propositions des autorités.



Dans tous les pays sauf Chypre, une majorité absolue des citoyens et citoyennes interrogés se sentent en sécurité. Dans tous les pays, une majorité absolue considère comme importants l'ensemble des éléments liés à la sécurité. Dans tous les pays de l'UE, l'élément de sécurité le plus important est la police, suivie par la coopération policière transfrontalière. La protection des frontières nationales est considérée comme légèrement plus importante que la protection européenne, tandis que les possibilités d'autodéfense arrivent en dernière position. Le *statu quo* de base concernant l'évaluation de Frontex semble donc satisfaire les citoyens et citoyennes de l'UE, si bien qu'aucun problème majeur ne se dégage. Toute intention de réforme par rapport à un *statu quo* très majoritairement perçu comme satisfaisant impose donc d'emblée une justification. Il faut alors expliquer pourquoi l'on souhaite une réforme malgré une large satisfaction, mais aussi dans quelle mesure cette réforme ne menace pas la satisfaction actuelle. Si cela ne fonctionne pas, l'expérience montre que la réforme ne sera pas acceptée en votation.



Dans environ un tiers des pays sondés, une majorité absolue connaît Frontex au moins de nom. Dans tous les autres pays, l'organisation est en revanche majoritairement inconnue. Au niveau de l'UE, la majorité des citoyens et citoyennes ont une opinion positive de Frontex. Les critiques exprimées sont pour la plupart inconnues. Cette notoriété relativement faible, l'attitude majoritairement positive à l'égard de Frontex et la méconnaissance des critiques formulées soulignent la faible intensité du problème déjà constatée: L'expérience montre que si l'on ne voit pas de problème, on ne s'informe pas non plus activement sur les alternatives possibles.



L'électorat des pays de l'UE reconnaît la mission et la contribution de Frontex et souhaite mettre à disposition les ressources nécessaires. Une majorité considère que les financements supplémentaires alloués à Frontex devraient être utilisés pour la protection des frontières et non pour l'amélioration de la situation en matière de droits de l'homme. Il est toutefois attendu de Frontex qu'elle maîtrise les dépenses et améliore la

protection des droits de l'homme. Dans chacun des pays de l'UE interrogés, une majorité absolue des électeurs participerait à une votation sur l'extension de Frontex, avec une participation au niveau de l'UE légèrement inférieure à la moyenne suisse. Dans presque tous les pays de l'UE, les intentions de vote favorables sont en revanche supérieures à celles de la Suisse, mesurées sur la même période. Une cartographie argumentative de cette intention de vote laisse supposer que la part du «Oui» diminuerait encore dans le cadre d'une campagne dure en vue de la votation, mais que le scénario réaliste est celui d'une victoire (de justesse) du «Oui», y compris au sein de l'UE.



La décision de vote dans les pays de l'UE est absolument fondée sur des arguments et ne se limite visiblement pas à une simple décision à l'instinct. Y compris dans l'espace européen, les électeurs sont donc tout à fait à même de se forger une opinion sur la base des arguments disponibles et d'en déduire une décision de vote sous la forme d'un «Oui» ou d'un «Non». L'influence mesurable des arguments sur la décision de vote, et donc l'indicateur du degré auquel une décision de vote est fondée sur le contenu, est certes plus faible dans presque tous les pays de l'UE que ce que nous observons pour la Suisse, mais il faut tenir compte du fait qu'au moment de la mesure, la campagne de votation a déjà commencé en Suisse, engendrant un traitement médiatique plus important sur la thématique Frontex que ce n'est actuellement le cas au sein de l'UE. Dans l'ensemble, on trouve donc dans les pays de l'UE un électorat qui, comme en Suisse, est tout à fait en mesure de former et d'exprimer une décision de vote sur la base d'arguments. Il en va de même concernant l'intention de participation de ce même électorat, avec une forte envie de décider.



En fin de compte, en plus d'observer au sein de l'UE des processus de formation de l'opinion publique sur des décisions matérielles très similaires à ceux que nous connaissons dans le contexte suisse, nous constatons que la majorité des citoyens et des citoyennes de l'UE souhaitent participer à de telles décisions: En ce qui concerne les souhaits démocratiques, il apparaît que le souhait de votations populaires (tant à l'échelle nationale qu'au niveau de l'UE) est plus développé que celui de votations sur Frontex. Au niveau de l'UE, une majorité absolue approuve l'idée de votations populaires générales et spécifiques à Frontex.

Nous étudions la formation de l'opinion des électeurs sur les décisions matérielles selon notre propre approche dispositionnelle, qui considère la démarche jusqu'à l'expression d'un vote dans les urnes comme une décision hautement dynamique à plusieurs niveaux. A cet égard, les valeurs, les expériences du quotidien, les influences politiques jouent un rôle tout aussi important que le climat politique, économique ou social qui prédomine à cet instant, l'attitude des organisations politiques ou la communication politique. Gfs.berne observe les décisions de vote en Suisse depuis environ 60 ans et en a tiré un savoir empirique que nous avons intégré dans notre approche dispositionnelle. Dans la suite du présent rapport, nous partons du principe que la formation de l'opinion en Eu-

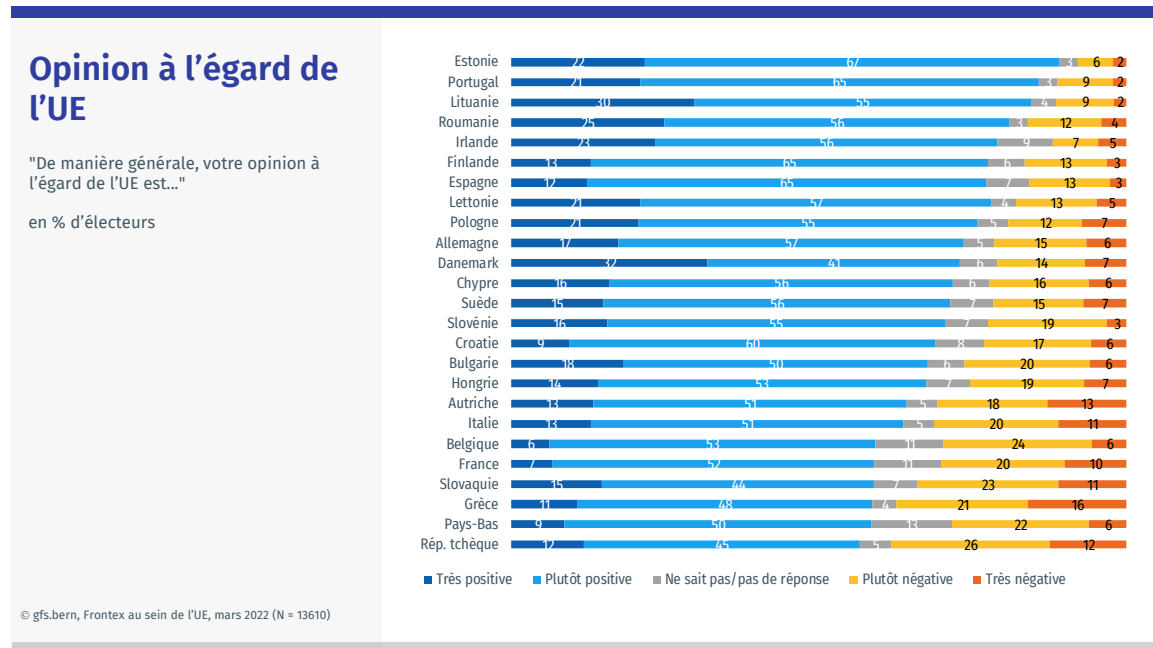
rope suit un processus comparable à celui à l'œuvre en Suisse. De plus amples informations sur l'approche dispositionnelle sont disponibles au Chapitre 2.3 de l'annexe séparée du présent rapport final.

## 2 Constatations

### 2.1 Situation de départ

Dans chaque pays de l'UE, une majorité absolue a une opinion positive plus ou moins ferme de l'Union européenne:

Graphique 1



Cette attitude globalement positive envers l'Union européenne est un élément central pour les intentions de réforme de la part de l'UE. Il semble que de larges cercles de citoyens et de citoyennes de l'UE n'aient aucune réticence à ce niveau très basique, ce qui constitue un avantage de départ pour les propositions des autorités à un stade ultérieur. Nous observons un effet similaire en Suisse: la majorité des personnes interrogées ont une attitude positive à l'égard des pouvoirs publics et jugent les propositions des autorités en partant du principe qu'elles agissent globalement dans l'intérêt des citoyens et des citoyennes.

L'Estonie (89% d'opinion plutôt/très positive), le Portugal (86 %), la Lituanie (85%), la Roumanie (81%) et l'Irlande (79%) affichent l'opinion la plus positive sur l'UE. Il est intéressant de noter que trois d'entre eux sont des pays d'Europe de l'Est qui ont rejoint l'UE tardivement. L'opinion sur l'UE est certes la plus négative dans les pays suivants, mais une majorité absolue y a toujours une image positive de l'UE: République tchèque (38% d'opinion plutôt/très négative), Pays-Bas (28%), Grèce (37%), Slovaquie (34%) et France (30%).

Dans presque tous les pays de l'UE, une majorité absolue des électeurs se sentent plutôt, voire très en sécurité:

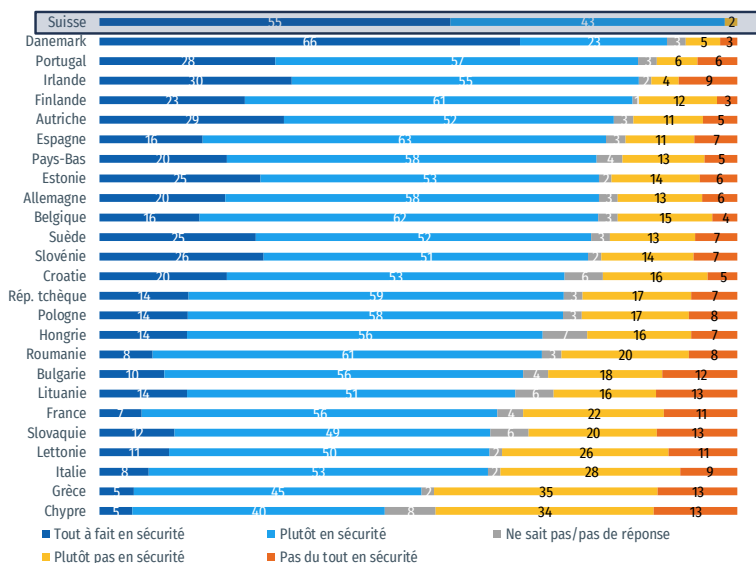
Graphique 2

### Sentiment de sécurité au niveau national

"De manière générale, dans quelle mesure vous sentez-vous en sécurité dans votre pays?"

Lorsque l'enquête fait référence à "votre pays", il s'agit du pays où vous avez votre résidence (principale)."

en % d'électeurs



© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (N = 13610)

Il n'y a qu'à Chypre qu'une courte majorité relative exprime un sentiment d'insécurité (47% plutôt pas/pas du tout en sécurité). Il convient toutefois de tenir compte de la taille relativement petite de l'échantillon chypriote, imposant une certaine prudence dans l'interprétation et l'évaluation des résultats par pays. Outre Chypre, on retrouve les pourcentages d'insécurité les plus élevés dans les pays suivants: Grèce (48%), Italie (37%), Lettonie (37%) et Slovaquie (33%). Chypre, la Grèce et l'Italie ont un rapport particulier avec les frontières extérieures de l'UE, et donc avec Frontex. Le sentiment d'insécurité accru en Grèce et à Chypre s'explique probablement aussi, du moins en partie, par les conflits régionaux avec la Turquie. Dans le cas de la Lettonie, c'est le voisinage immédiat de la Russie et du Belarus qui peut contribuer au sentiment d'insécurité. Sur la même période et sur une thématique comparable, 98% des électeurs interrogés en Suisse se sentaient plutôt/très en sécurité, tandis qu'une minorité de 2% indiquait se sentir plutôt en insécurité.

Au niveau de l'UE, l'élément de sécurité le plus important est la police (89% plutôt/très important):

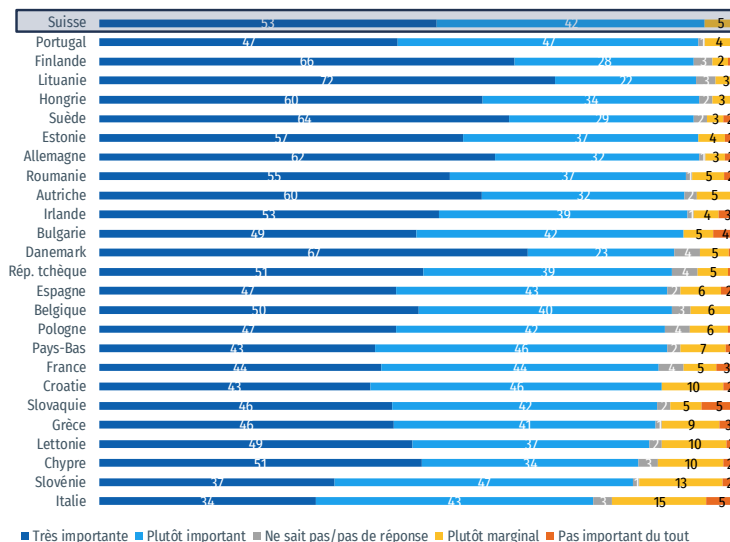


Graphique 3

### Police (au niveau national ou infranational)

"Dans quelle mesure les éléments suivants  
sont-ils importants pour votre sentiment  
de sécurité?"

en % d'électeurs



© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (N = 13610)

Dans chaque pays de l'UE, une majorité absolue considère que la police est importante. Dans tous les pays, au moins 77% des électeurs interrogés estimerait que la police est plutôt ou très importante. Avec 95% considérant qu'elle est plutôt ou très importante, la Suisse présente le pourcentage le plus élevé à cet égard.

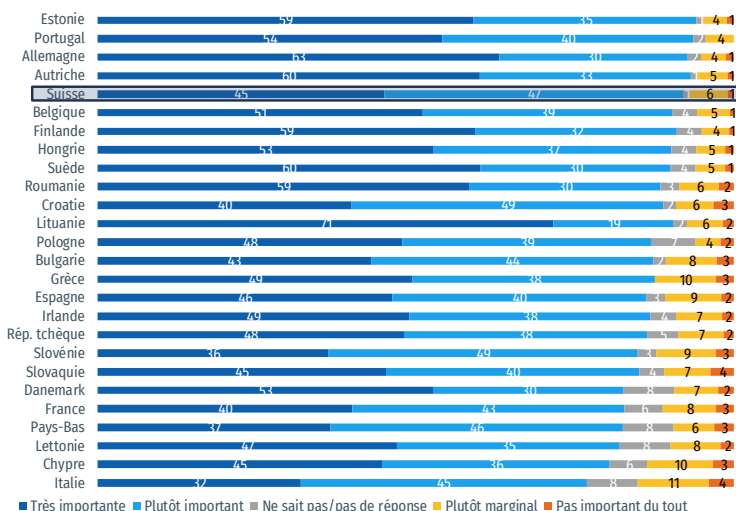
87% des personnes interrogées au niveau de l'UE perçoivent la coopération policière transfrontalière comme plutôt à très importante, ce qui en fait le deuxième élément de sécurité le plus important:

Graphique 4

### La collaboration policière transfrontalière

"Dans quelle mesure les éléments suivants  
sont-ils importants pour votre sentiment  
de sécurité?"

en % d'électeurs

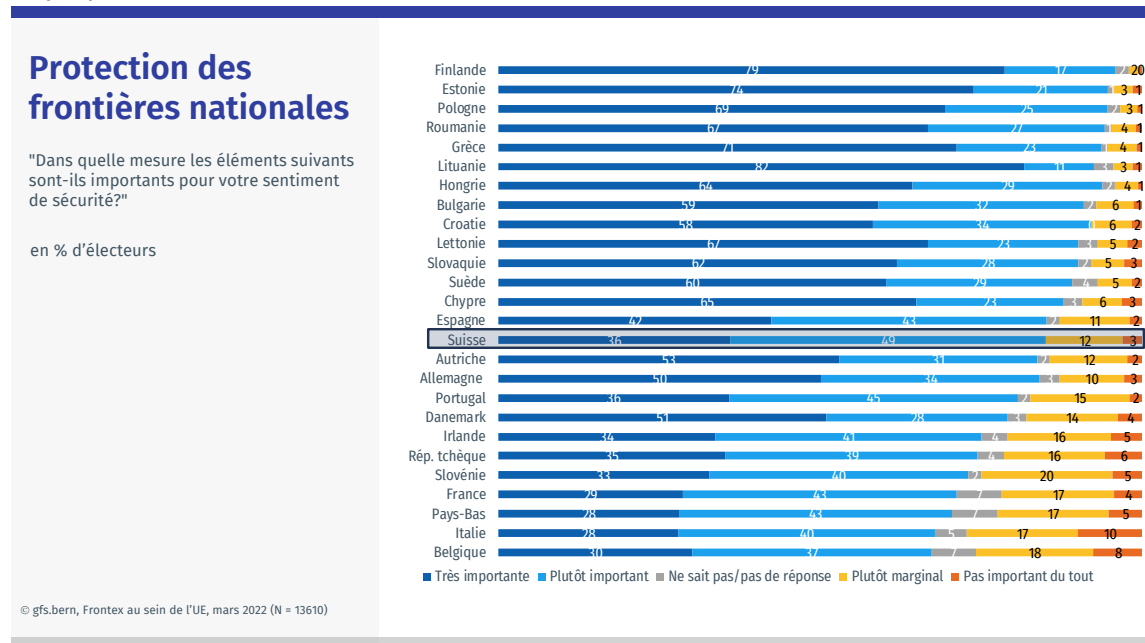


© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (N = 13610)

Toujours sur ce thème, on trouve dans chaque pays une majorité absolue qui considère la coopération policière internationale comme importante. Dans tous les pays, au moins 77% des électeurs estiment que la coopération policière transfrontalière est plutôt ou très importante. Avec 92% sur ce point, la Suisse se trouve dans le top 5 des pays.

Au niveau de l'UE, la protection des frontières nationales occupe la troisième place parmi les éléments de sécurité les plus importants (84% plutôt/très important):

Graphique 5



Là encore, on trouve dans chacun des pays interrogés une majorité absolue d'électeurs qui estiment que la protection des frontières nationales est plutôt ou très importante. Dans tous les pays sauf la République tchèque (74%), la Slovaquie (73%), la France (72%), les Pays-Bas (71%), l'Italie (68%) et la Belgique (67%), au moins 75% des électeurs estiment que la protection des frontières nationales est plutôt ou très importante. Avec 85%, la Suisse se situe dans la moyenne à cet égard.

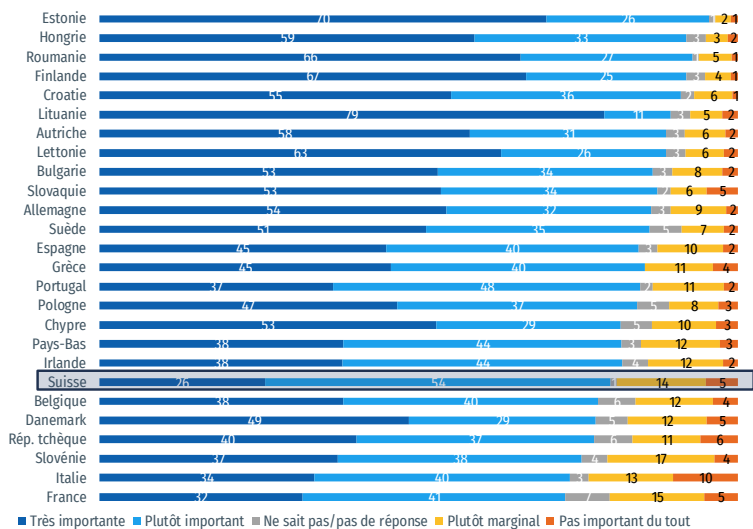
Au niveau de l'UE, 83% des électeurs estiment que la protection des frontières européennes est plutôt ou très importante:

Graphique 6

### La protection des frontières en Europe

"Dans quelle mesure les éléments suivants sont-ils importants pour votre sentiment de sécurité?"

en % d'électeurs



© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (N = 13610)

L'importance de la protection des frontières européennes recueille également une majorité absolue dans chaque pays. Dans tous les pays sauf l'Italie (74%) et la France (73%), au moins 75% des électeurs jugent la protection des frontières européennes plutôt ou très importante. Avec 80%, la Suisse se situe dans le tiers inférieur à cet égard.

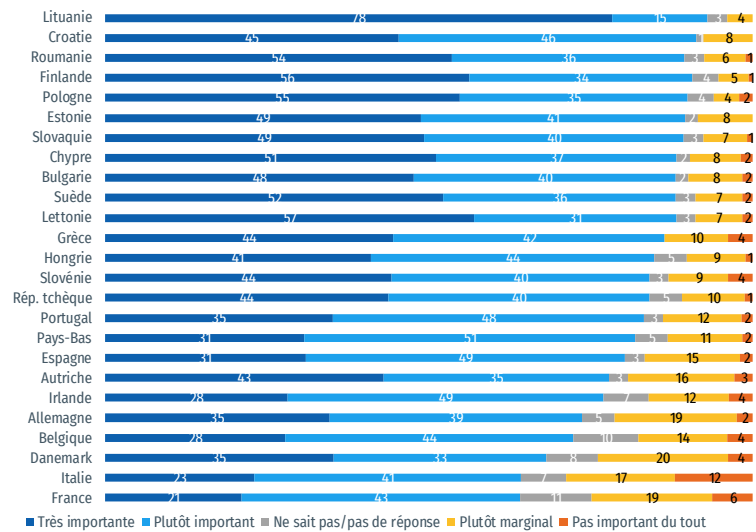
Tous pays de l'UE confondus, 80% des personnes interrogées estiment que les possibilités d'autodéfense sont plutôt à très importantes pour leur propre sécurité. Il s'agit de l'élément de sécurité le moins important parmi tous ceux soumis aux personnes interrogées:

Graphique 7

### Importance de l'autodéfense

"Dans quelle mesure les éléments suivants sont-ils importants pour votre sentiment de sécurité?"

en % d'électeurs



© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (N = 13610)

Enfin, dans chaque pays de l'UE, une majorité absolue de citoyens et de citoyennes considère l'autodéfense comme un élément de sécurité plutôt ou très important. Dans tous les pays sauf l'Allemagne (74%), la Belgique (72%), le Danemark (68%), l'Italie (64%) et la France (64%), au moins 75% des électeurs estiment que l'autodéfense est plutôt ou très importante. Cet élément de sécurité n'a pas été soumis aux personnes interrogées dans l'enquête suisse.

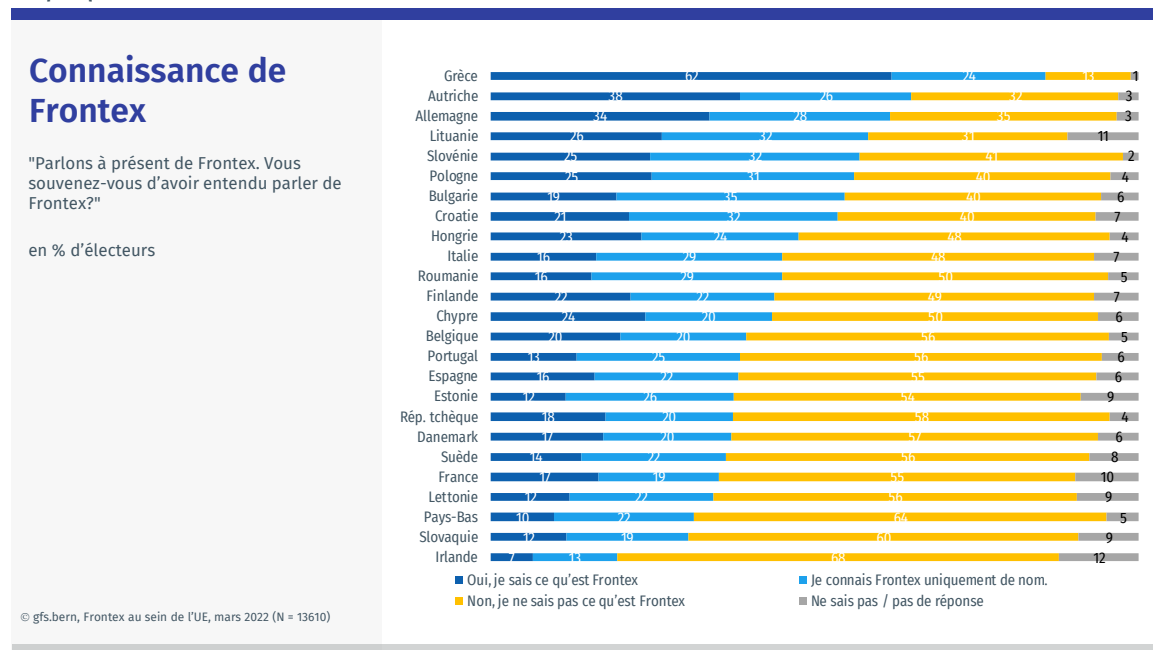
La comparaison entre l'UE et la Suisse révèle que les éléments de sécurité étaient classés dans le même ordre, avec systématiquement entre 1 et 6 points de pourcentage de plus pour la Suisse. La seule exception à ce dernier point est la protection des frontières européennes, seul élément de sécurité pour lequel les pourcentages d'importance en Suisse sont inférieurs à ceux accordés au niveau de l'UE.

Dans l'ensemble, ce deuxième regard sur le sentiment général vient confirmer la bienveillance générale à l'égard de l'UE. Outre leur opinion majoritairement positive de l'UE, les citoyens et citoyennes de l'UE soulignent avec une nette majorité l'importance de la coopération policière transfrontalière et d'une protection commune des frontières. La confiance systémique générale envers l'UE intègre donc aussi une composante explicitement opérationnelle: l'UE remplit en effet une fonction en matière de travail de police et de protection des frontières qui est considérée comme importante pour le sentiment de sécurité au niveau individuel. Les adaptations politiques de la police européenne et de la protection des frontières européennes sont donc d'emblée scrutées de manière critique.

## 2.2 Frontex

Dans huit pays sur 25, une majorité absolue des électeurs connaît Frontex au moins de nom:

Graphique 8



C'est en Grèce que Frontex est le plus connue, 86% des personnes interrogées déclarant connaître Frontex au moins de nom. Cela s'explique au moins en partie par le fait que la Grèce est directement concernée par les flux migratoires et donc aussi par Frontex. Frontex jouit par ailleurs d'une notoriété comparativement supérieure en Autriche (64%), en Allemagne (62%), en Lituanie (58%) et en Slovénie (57%).

Au niveau de l'UE, les électeurs se répartissent en deux camps pratiquement égaux: 46% connaissent Frontex au moins de nom, tandis que 48% ignorent ce qu'est Frontex. Cela indique une faible intensité du problème, l'intérêt pour Frontex et sa perception se situant à des niveaux plutôt bas.

D'expérience, le manque de connaissances sur des questions politiques est très révélateur du fait que l'on n'entrevoit pas de problème majeur dans ce domaine.

C'est précisément ce que confirme l'attitude générale à l'égard de Frontex: Au niveau de l'UE, 55% des personnes interrogées ont une opinion positive de Frontex, tandis qu'une minorité de 14% en ont une image négative:

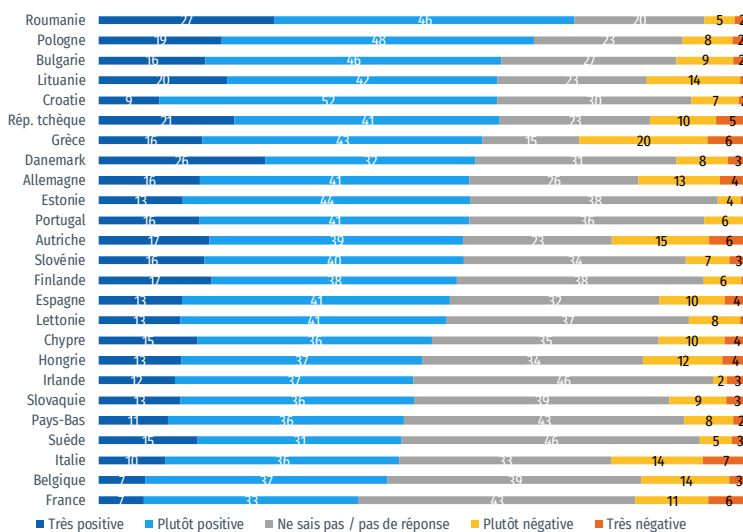
Graphique 9

### Opinion à l'égard de Frontex

"Frontex est l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, en charge de la protection des frontières extérieures de l'UE.

De manière générale, quelle est votre opinion à l'égard de Frontex?"

en % d'électeurs



© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (N = 13610)

Cela révèle une majorité d'opinions positives vis-à-vis de Frontex, alors que l'autre groupe est visiblement plus désintéressé et peu critique. C'est en Roumanie (73% plutôt/très positive), en Pologne (67%), en Bulgarie (62%), en Lituanie (62%) et en Croatie (61%) que l'opinion à l'égard de Frontex est la plus positive. L'insatisfaction n'est vraiment marquée dans aucun pays, mais comparativement, c'est en Grèce (26% plutôt/très négative), en Autriche (21%), en Italie (21%), en Allemagne (17%), en France (17%) et en Belgique (17%) qu'elle est la plus élevée.

L'opinion négative relativement peu prononcée à l'égard de Frontex renforce le constat évoqué plus haut, à savoir qu'il s'agit d'un problème considéré comme de faible niveau. Les prémices d'une protection des frontières européennes sont considérées comme importantes, Frontex ne suscite que peu d'attention et bénéficie manifestement d'un soutien majoritaire. Cela rend délicat tout projet exigeant potentiellement des réformes dans ce domaine.

En toute logique, il apparaît qu'aucune majorité relative ou absolue des électeurs, dans quelque pays de l'UE que ce soit, n'a connaissance des critiques formulées à l'égard de Frontex:

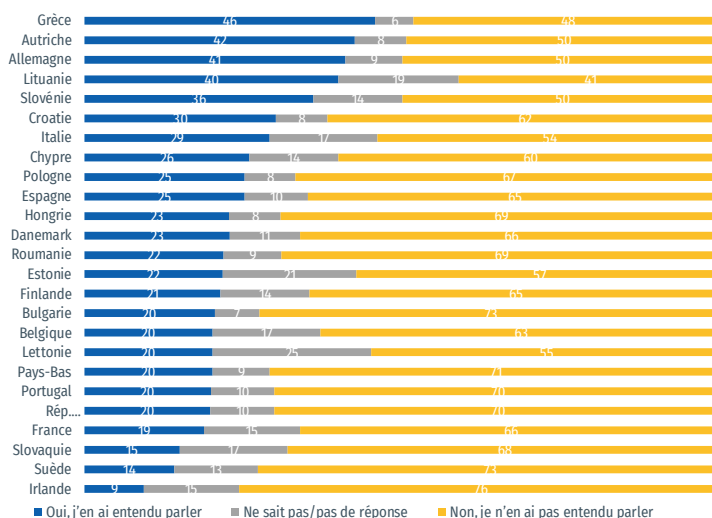
Graphique 10

### Connaissance des critiques à l'encontre de Frontex

"Dernièrement, Frontex fait régulièrement l'objet de critiques. Différentes enquêtes ont révélé que Frontex a délibérément fermé les yeux sur des violations des droits de l'homme aux frontières extérieures de l'UE, mettant ainsi en danger la vie et l'intégrité physique de réfugiés.

Avez-vous déjà entendu, vu ou lu des informations concernant ces reproches à l'encontre de Frontex?"

en % d'électeurs



© gfs.bern, Frontex EU, März 2022 (N = 13610)

Au niveau de l'UE, 26% des personnes interrogées ont déjà entendu parler de ces critiques, tandis que près des deux tiers n'en ont jamais entendu parler. Cette perception minoritaire des critiques renforce le point selon lequel tant l'intensité constatée du problème que la perception du thème qui en découle sont faibles. Comparativement, la connaissance des critiques est la plus élevée en Grèce (46% Oui, j'en ai entendu parler), en Autriche (42%), en Allemagne (41%), en Lituanie (40%) et en Slovénie (36%). C'est en Irlande (9%), en Suède (14%), en Slovaquie (15%) et en France (19%) qu'elles sont le moins connues.

L'approbation globale se retrouve également au niveau d'arguments spécifiques. Les quatre déclarations les plus partagées au sujet de Frontex soulignent la vision positive de l'organisation. Ces quatre affirmations majoritairement partagées au niveau de l'UE sont les suivantes:

- Il est assez hypocrite de confier à Frontex la mission de protéger nos frontières pour ensuite critiquer Frontex lorsqu'elle fait son travail (60% plutôt/tout à fait d'accord).
- Grâce à Frontex, la police et les gardes-frontières des différents pays de l'UE peuvent faire leur travail de manière beaucoup plus efficace et effective (57% plutôt/tout à fait d'accord).
- Sans le travail de Frontex, l'UE serait submergée par d'énormes flux migratoires (57%).
- Au lieu de repousser les demandeurs d'asile, il faudrait plutôt leur permettre d'accéder en toute sécurité à une procédure d'asile normale dans chaque pays de l'UE (53%).

Il n'y a qu'un seul argument contre, majoritairement partagé, à savoir l'exigence d'un accès sûr à une procédure d'asile normale.

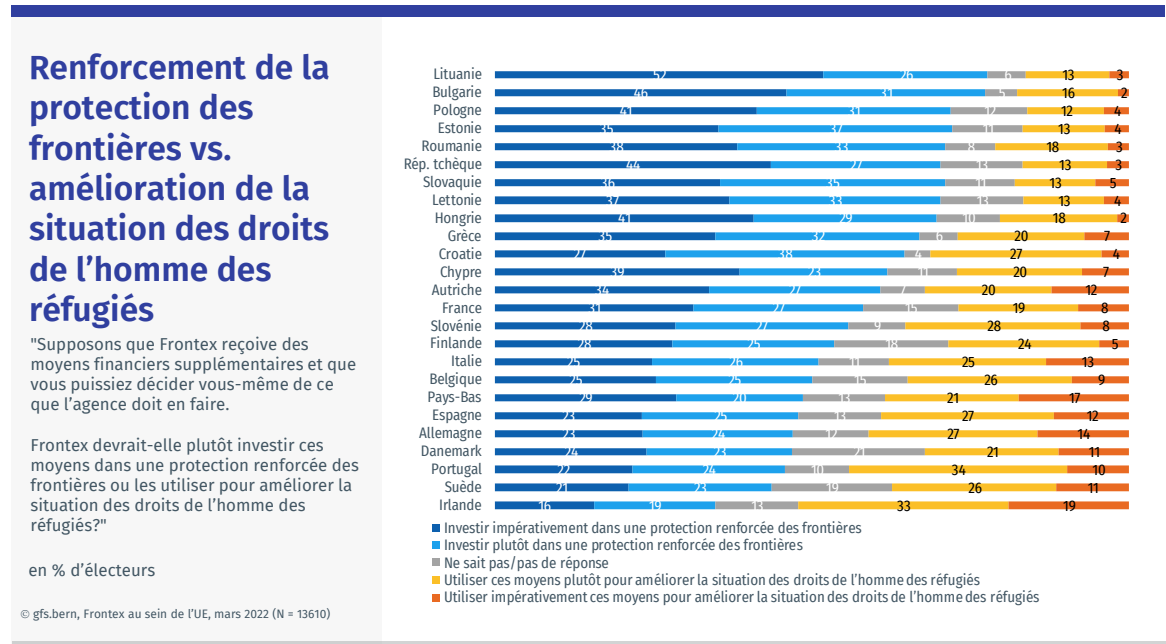
On observe une approbation minoritaire pour les autres arguments contre:

- Par le biais du travail de Frontex, l'UE porte une part de responsabilité dans la mort de demandeurs d'asile en Méditerranée (32%).
- Les actions de Frontex sont une honte pour la longue tradition humanitaire de l'Europe (27%).

Les deux affirmations formulées sur la base de principes moraux, à savoir la part de responsabilité dans la mort de demandeurs d'asile et la honte vis-à-vis d'une longue tradition, sont non seulement soutenues par une nette minorité, mais on trouve également dans tous les pays une part importante de personnes incapables de porter un tel jugement. Il semble que l'on ne se pose pas du tout ce genre de questions sur Frontex, ce qui est un indice supplémentaire du fait que les critiques formulées à l'encontre de Frontex dans ces domaines (par manque d'intérêt) n'ont tout simplement pas été prises en compte pour une part importante.

En conséquence, il n'est pas non plus étonnant qu'une majorité absolue dans deux tiers des pays sondés considère que les financements supplémentaires alloués à Frontex devraient être utilisés pour la protection des frontières:

Graphique 11



Dans presque tous les autres pays, une majorité relative se déclare favorable au renforcement de la protection des frontières. L'utilisation des fonds pour améliorer la situation des droits de l'homme des réfugiés n'est certes réclamée qu'en Irlande, mais par une majorité absolue.

Dans l'ensemble, une telle évaluation conforte la position de base: Frontex est importante et n'est visiblement pas associée à des violations des droits de l'homme; les fonds éventuels doivent être consacrés à l'amélioration de la protection des frontières.



C'est sur cette position de base que repose la force de mobilisation d'un projet politique, lors d'une étape ultérieure. En Suisse, on constate que la force de mobilisation d'un projet politique est grande lorsqu'une thématique touche à un problème majeur et très sensible du point de vue des électeurs ou lorsqu'elle affecte fortement leur quotidien. Indirectement, l'intention de participation exprimée reflète donc dans quelle mesure un thème politique fait appel à l'un des deux éléments.

En tenant compte de l'intention de participation, nous mettons l'accent sur les électeurs qui participeraient certainement à la votation populaire, car l'expérience montre que les autres s'abstiendraient.

En Suisse, au même moment que les sondages européens, nous relevons une intention de participation au scrutin suisse de 44%. Ce taux est marginal par rapport à la participation moyenne observée lors des votations suisses. Pour la Suisse, cela montre que les projets soumis aux votations du 15 mai ne font pas de grandes vagues, ni du point de vue de l'intensité des problèmes, ni du point de vue de la relation avec le quotidien au moment de l'enquête. Une seconde enquête réalisée en Suisse environ un mois plus tard révèle que l'intensité du problème n'a pas augmenté de manière sensible 20 jours avant la votation.

Graphique 12

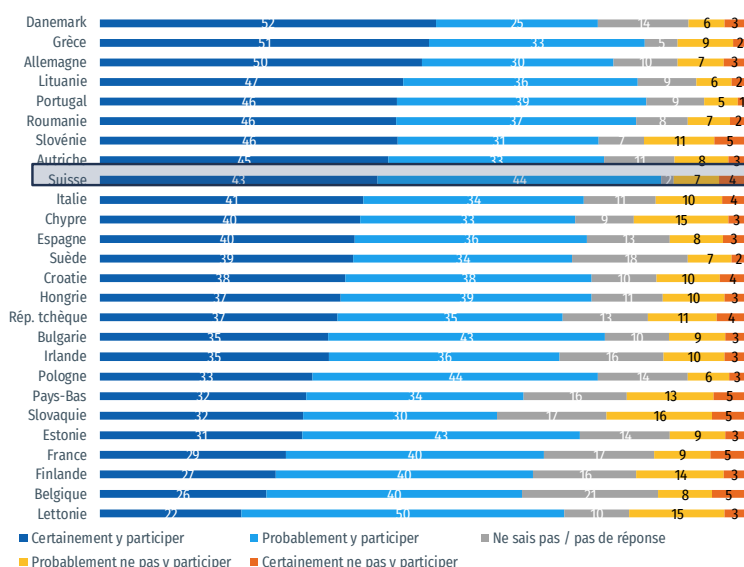
### Intention de participation à la votation populaire sur Frontex

"Supposons qu'une votation populaire soit également organisée dans votre pays sur la question de savoir si votre pays doit soutenir un renforcement de Frontex avec des fonds supplémentaires ou non. Vous auriez le droit de participer à une telle votation, dont l'issue serait contraignante pour la politique de votre pays.

Vous-même, compteriez-vous certainement participer à cette votation populaire, probablement y participer, probablement ne pas y participer ou certainement ne pas y participer?"

en % d'électeurs

© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (N = 13610)



En jetant le même regard sur la mobilisation actuelle dans les pays européens, nous pouvons les répartir en trois sous-groupes: participation au scrutin plus élevée qu'en Suisse, participation au scrutin comparable à celle de la Suisse et enfin participation au scrutin plus faible qu'en Suisse. Le premier groupe rassemble le Danemark, la Grèce, l'Allemagne et la Lituanie, avec une intention de participation d'au moins 47% (participation certaine). Entre 42 et 46%, on considère que le taux de participation est similaire à celui de la Suisse. C'est le cas du Portugal, de la Roumanie, de la Slovénie et de l'Autriche. Les 17 autres pays affichent une intention de participation inférieure à celle relevée en Suisse en mars 2022.

Au moment de l'enquête, il ressort donc que huit pays de l'UE s'engageraient autant ou plus que la Suisse en cas de votation sur Frontex. Compte tenu du fait que le thème «Frontex» n'évoque pas une forte intensité de problème et a peu d'implication sur le quotidien, même en Europe, ce constat est tout à fait remarquable. D'après le taux de participation le plus élevé (52% de participation certaine), il apparaît toutefois que la participation pour les décisions de fond reste en deçà des taux de participation parfois élevés pour les élections<sup>1</sup>. La force de mobilisation lors des décisions de fond est donc à l'œuvre dès le début, dans des proportions connues en Suisse, même si la mobilisation peut varier fortement en fonction de la situation et de l'intensité du problème.

Dans un deuxième temps, sur cette base, nous mettons en lumière les intentions de vote exprimées au moment de l'enquête. Par expérience, ces intentions sont justement dynamiques et changent sensiblement dans un contexte de campagne de votation, en particulier dans les dix dernières semaines précédant une décision de fond dans les urnes. Dès lors que les thèmes ne constituent pas un problème de forte intensité au sein de la population ou n'affectent pas son quotidien, on constate souvent en Suisse une approbation croissante de la position du gouvernement: les électeurs ont tendance à s'aligner sur la position du gouvernement lorsqu'un sujet ne les préoccupe pas vraiment. Du fait de l'absence constatée d'intensité du problème, il n'est donc pas étonnant qu'au moment des enquêtes européennes, 63% des électeurs se sont prononcés pour le projet de loi Frontex et une nette minorité de 29% contre. Le pourcentage d'approbation se confirme également lors d'une mesure effectuée une vingtaine de jours avant la votation, l'approbation augmentant même légèrement pour atteindre 69% avant le sprint final de la campagne de votation.

En comparaison, 77% des personnes interrogées dans les pays européens se prononcent plus ou moins résolument dans le sens d'un hypothétique projet de renforcement de Frontex.

---

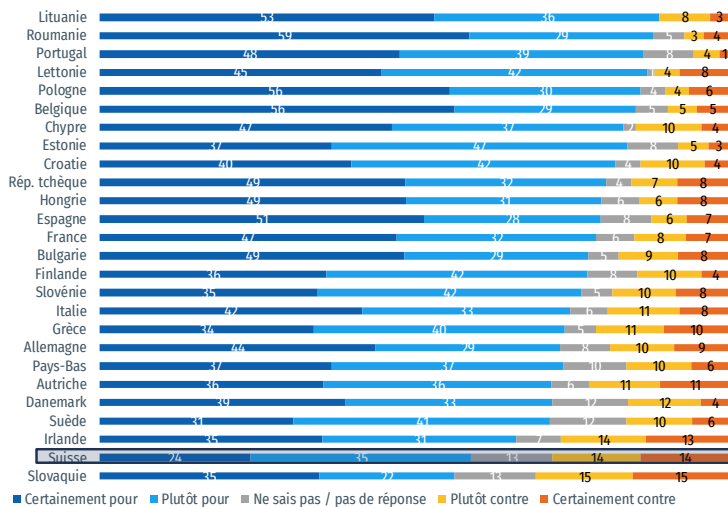
<sup>1</sup> En 2019, le taux de participation moyen aux élections européennes, tous pays confondus, était de 50,99%.

Graphique 13

### Intention de vote à la votation populaire sur Frontex

"Quel que soit votre degré de certitude quant à votre participation à cette hypothétique votation populaire, si la votation sur le soutien de votre pays au renforcement du financement de Frontex avait lieu demain: seriez-vous certainement pour, plutôt pour, plutôt contre ou certainement contre?"

En % des électeurs qui veulent sûrement participer



© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (n = 5196), sig.

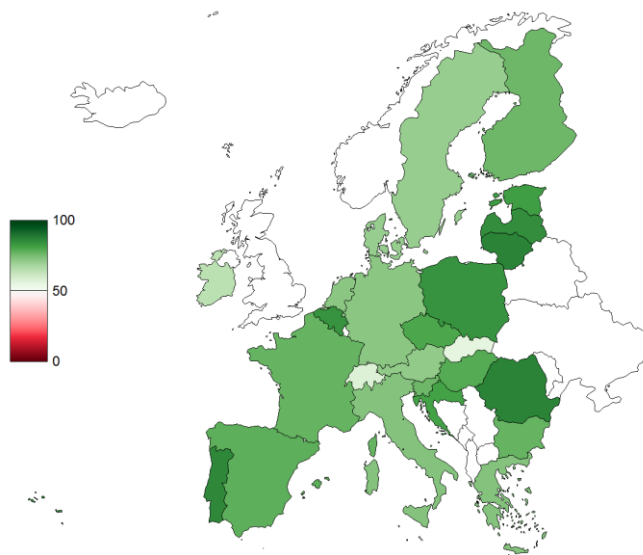
44% l'approuvent résolument («certainement pour») et 33% avec des réserves («plutôt pour»).

Graphique 14

### Intention de vote à la votation populaire sur Frontex

"Quel que soit votre degré de certitude quant à votre participation à cette hypothétique votation populaire, si la votation sur le soutien de votre pays au renforcement du financement de Frontex avait lieu demain: seriez-vous certainement pour, plutôt pour, plutôt contre ou certainement contre?"

En % des électeurs qui veulent sûrement participer



© gfs.bern, Frontex au sein de l'UE, mars 2022 (n = 5196), sig.

Presque tous les pays sont donc plus favorables à un renforcement de Frontex que la Suisse. On trouve les pourcentages de soutien les plus élevés en Lituanie, en Roumanie, au Portugal, en Lettonie et en Pologne, tandis qu'ils sont les plus bas (tout en restant à un niveau élevé) en Slovaquie, en Irlande, en Suède, au Danemark et en Autriche. Dans l'ensemble, l'approbation n'est minoritaire dans aucun des pays sondés.

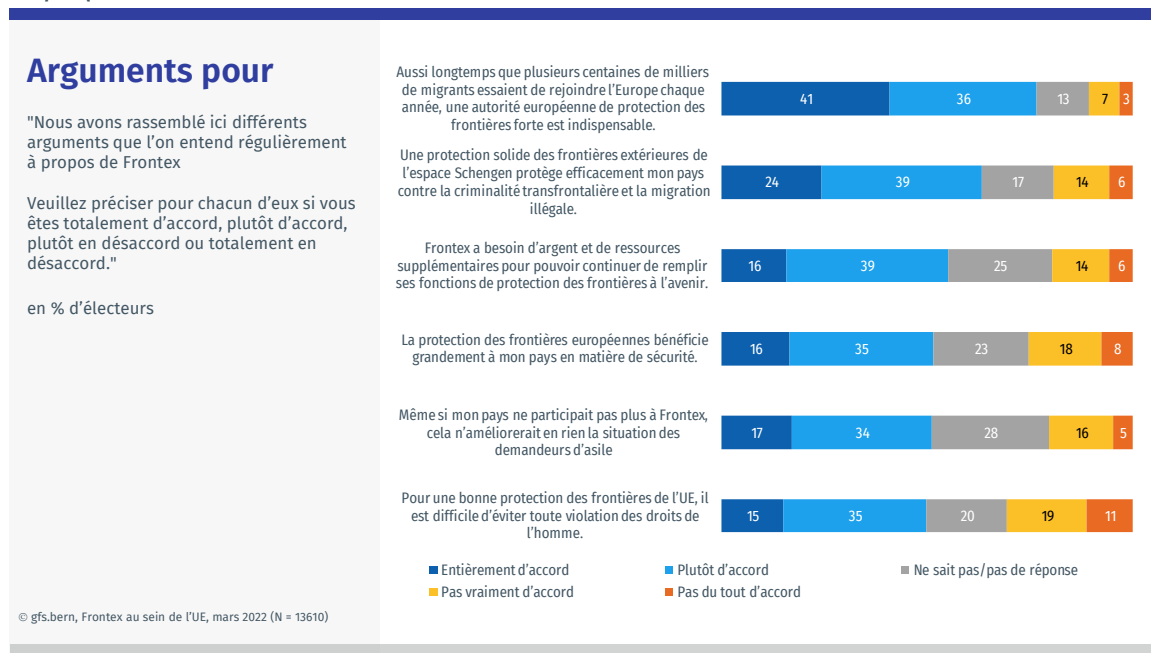
Il n'est pas certain que des valeurs d'approbation d'un tel ordre de grandeur augmentent encore dans un contexte de campagne, comme cela a été observé en Suisse. En Suisse, il est plutôt rare que des projets soumis par les autorités obtiennent des taux d'approbation supérieurs à 80%. La mesure ayant recueilli la plus forte approbation, avec 94% des suffrages, remonte à 1915 et portait sur la base constitutionnelle pour l'établissement d'un impôt de guerre en pleine Première Guerre mondiale. La dernière approbation massive remonte à 2014, lorsqu'une loi sur les soins médicaux de base a été approuvée à 88%. Sur 296 projets soumis par les autorités depuis la création de la Suisse moderne au 19e siècle, seuls 29 ont été approuvés à plus de 80%, ce qui laisse supposer que les taux d'approbation très élevés mesurés dans le contexte européen sont en grande partie imputables au caractère fortement hypothétique et donc à l'absence de débat public critique sur une telle décision de fond au sein de la population, et que l'approbation est donc plutôt exagérée par rapport à la Suisse. Pour autant, les mêmes règles empiriques qu'en Suisse peuvent être transposées dans le contexte européen: le problème est de faible intensité, il a peu d'implication sur le quotidien et l'intention de participation est probablement plutôt moyenne. Nous observons par conséquent un fort soutien à la position adoptée par les autorités. Dans ce contexte, de nombreux arguments plaident en faveur d'une approbation finale, y compris dans le contexte européen, si un tel projet politique était soumis aux urnes.

En Suisse comme en Europe, la formation de l'opinion politique sur une décision de fond se poursuit jusqu'au moment de glisser son bulletin dans l'urne. Tous les événements et tous les éléments de campagne peuvent encore influencer sur le choix pendant cette période. Par exemple, en Suisse, la question de savoir si un «Non» au projet Frontex priverait le pays des avantages de l'accord de Schengen fait l'objet de débats encore plus intenses à la veille du scrutin. Si elle fait prévaloir que ce n'est pas le cas, cela peut tout à fait renforcer une vision critique.

### 2.3 Arguments

Pour comprendre la résolution d'une intention de vote exprimée à l'instant T, il est essentiel de s'intéresser à la justification de fond d'après le discours argumentatif actuel. En toute logique, on retrouve ici aussi le sentiment positif à l'égard de Frontex et d'un renforcement de son budget. Dans tous les pays de l'UE, une majorité absolue soutient chacun des arguments en faveur de Frontex et les considère plutôt ou totalement pertinents:

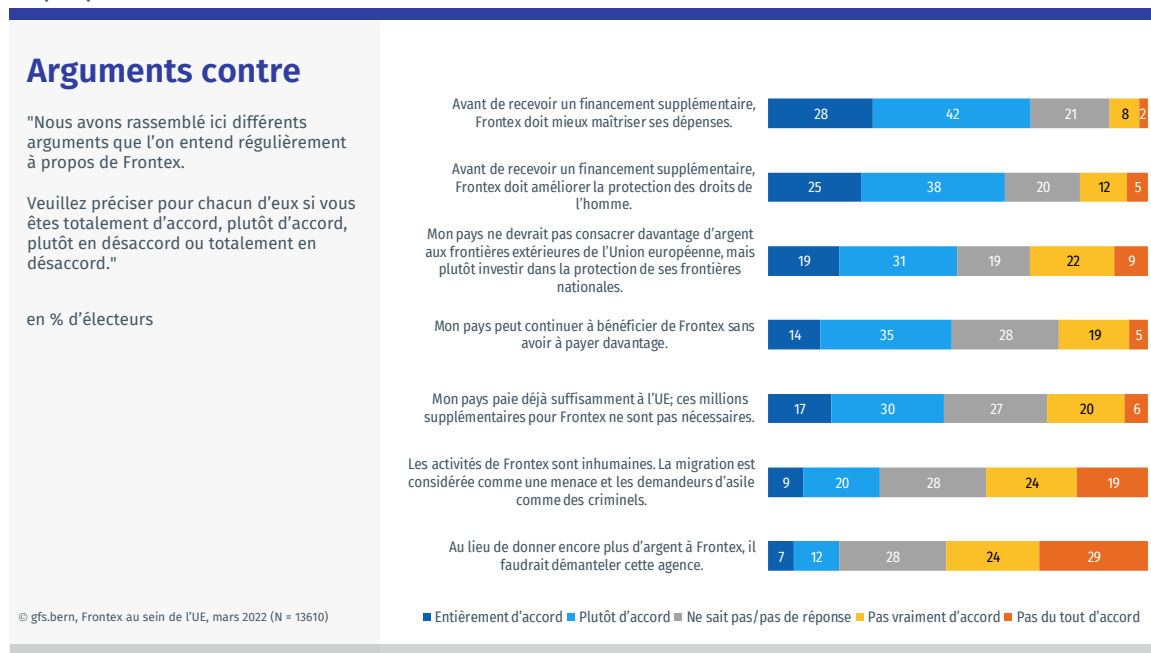
Graphique 15



Plus des trois quarts des personnes interrogées soutiennent l'affirmation selon laquelle une autorité européenne de protection des frontières est indispensable aussi longtemps que plusieurs centaines de milliers de migrants essaient de rejoindre l'Europe chaque année. L'argument selon lequel Frontex protège contre la criminalité transfrontalière et la migration illégale (63% plutôt/tout à fait d'accord) arrive en deuxième position. 55% des personnes interrogées soutiennent l'affirmation selon laquelle Frontex a besoin d'argent et de ressources supplémentaires. 51% des personnes interrogées pensent que la protection des frontières de l'UE bénéficie largement à leur propre pays dans le domaine de la sécurité et que la situation des demandeurs d'asile ne s'améliorera pas si leur propre pays ne participe pas davantage à Frontex. Une majorité relative est d'avis qu'il est difficile d'éviter toute violation des droits de l'homme dans le cadre de la protection des frontières (50%). D'après ces arguments et leurs taux d'approbation, il ressort que Frontex, sa mission et sa contribution ainsi que le besoin de moyens (financiers) supplémentaires sont tout à fait reconnus. Pour ce qui est de la situation des droits de l'homme, on constate que la moitié des personnes interrogées pensent qu'il est difficile d'éviter toute violation des droits de l'homme lorsque l'on protège les frontières extérieures. Environ un tiers des personnes interrogées pensent l'inverse et sont plutôt ou totalement en désaccord avec cet argument.

La situation est tout autre concernant les arguments contre. Seuls deux d'entre eux obtiennent une majorité absolue d'approbation:

Graphique 16



Les critiques majoritairement partagées portent surtout sur la maîtrise des dépenses et sur la nécessité de mieux protéger les droits de l'homme. Le renforcement de Frontex n'est donc pas soutenu de manière inconditionnelle, si bien que Frontex ne peut pas décider librement du montant et de l'utilisation des moyens supplémentaires. Il est en outre souligné ici que la protection des frontières nationales ne doit pas être négligée sous prétexte que Frontex protège les frontières extérieures. On constate également que le démantèlement de Frontex et la critique envers la protection des frontières en tant que prévention des migrations ne bénéficient pas d'un soutien (relativement) majoritaire de la part de l'électorat.

Il convient à cet égard de noter que la majorité des critiques actuellement formulées à l'encontre de Frontex portent plutôt sur des questions de coûts, tandis que les préoccupations éthiques sont visiblement moins partagées. Une analyse multivariée approfondie sur les relations de cause à effet entre les différents arguments et l'intention de vote actuelle vient également confirmer ce point<sup>2</sup>: l'argument favorable le plus fédérateur parmi les pays de l'UE (21 pays) est que Frontex a besoin de davantage d'argent et de ressources pour remplir ses missions à l'avenir. Du côté des critiques, l'opinion selon laquelle son propre pays contribue déjà suffisamment et qu'il n'est donc pas nécessaire de dépenser des millions supplémentaires est l'argument de rejet le plus fort (16 pays). La composante éthique est en revanche visiblement moins importante pour la formation de l'opinion actuelle: dans seulement quatre pays (Italie, Irlande, Allemagne et Belgique), l'affirmation selon laquelle l'action de Frontex est une honte pour la longue tradition humanitaire de l'Europe a tout de même un effet secondaire sur l'opinion, mais toujours moindre que la question des coûts.

Outre des indications sur la justification de fond des intentions de vote hypothétiques, une telle méthode statistique permet de tirer une deuxième conclusion: la valeur R<sup>2</sup>

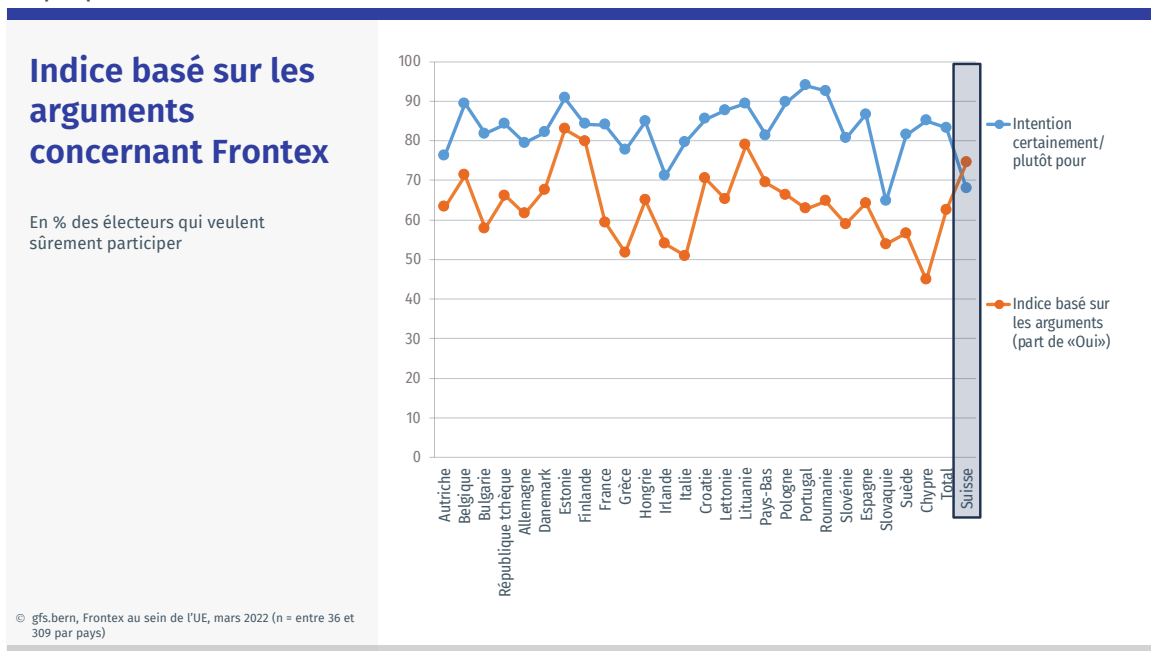
<sup>2</sup> Méthode de régression utilisant l'intention de vote comme variable dépendante et les arguments/affirmations comme variables indépendantes

montre dans quelle mesure les arguments justifient l'intention de vote actuelle. Plus cette valeur est proche de zéro, moins une intention de vote découle du fond. L'expérience montre que le lien entre l'évaluation des arguments et l'intention de vote est une preuve forte de la mesure dans laquelle la population évalue un projet politique sur le fond et non pas seulement sur la base d'une intuition affective. Cette valeur est donc également un signe de la maturité d'une population à se forger une opinion et à prendre une décision politique sur la base d'informations politiques.

En Suisse, la valeur  $R^2$  était de 0,6 à un moment comparable, une valeur dans la moyenne habituelle pour un projet politique à un stade précoce de la formation de l'opinion et appelée à augmenter encore au cours d'une campagne de votation. En Italie et en Autriche, cette valeur est supérieure à ce que l'on observe en Suisse, mais elle est inférieure dans tous les autres pays. Cette différence s'explique sans doute en partie par le fait que nous avons en Suisse un débat public provoqué par la votation populaire, alors qu'il est absent des pays européens, faute d'une telle votation populaire. En Suisse, nous observons également que l'impact des arguments augmente encore notablement pendant la campagne de votation proprement dite et il n'est pas rare, juste avant le vote, qu'environ 80% de toutes les intentions de vote soient directement motivées par l'évaluation des arguments. En supposant que cet avantage de départ de la Suisse représente déjà les mêmes 20%, les valeurs supérieures à 0,4 semblent également correspondre à une formation d'opinion fondée comparable à celle de la Suisse. Tel est le cas de tous les pays de l'UE, à l'exception de la Slovaquie, de la Croatie, du Portugal, de Chypre, de la Lituanie et de la Roumanie. Il apparaît que la population de l'UE est tout à fait aussi apte que la population suisse à aboutir à une décision politique sur la base de positions politiques.

Toutefois, des modélisations statistiques plus poussées montrent que la représentation argumentative ne va pas aussi loin dans l'approbation que ce que laisse à voir l'intention de vote actuellement exprimée. Aux fins de cette comparaison, nous créons un indice pour/contre le projet sur la base des arguments et nous le comparons aux intentions de vote actuellement exprimées:

Graphique 17



Dans tous les pays, nous constatons un écart: les sympathisants en question soutiennent les arguments en faveur du projet de manière visiblement moins marquée qu'ils ne l'expriment actuellement par leur intention de vote. Par expérience, un tel écart est le signe que les intentions de vote exprimées actuellement comportent encore une part notable d'intuition et d'opinion spontanée, qui diminue lors d'une véritable campagne de votation et avec la réflexion croissante qui l'accompagne concernant le fond du projet, si bien que les intentions de vote s'érodent. Dans le cadre de votations en Suisse, on constate de manière significative que les deux lignes sont généralement beaucoup plus proches dès le début, laissant à penser que les électeurs suisses se saisissent bien davantage du fond des questions politiques dès le départ. On peut supposer que cela est lié à une sensibilité généralement plus élevée vis-à-vis des thèmes politiques lorsque l'on sait que l'on sera appelé à voter sur ces sujets en tant qu'électeur.

La comparaison avec le même indice issu de l'analyse préliminaire de la SSR se révèle particulièrement intéressante: la différence entre l'indice basé sur les arguments et l'intention de vote exprimée est plus importante dans l'UE qu'en Suisse, où les deux lignes coïncident pratiquement.

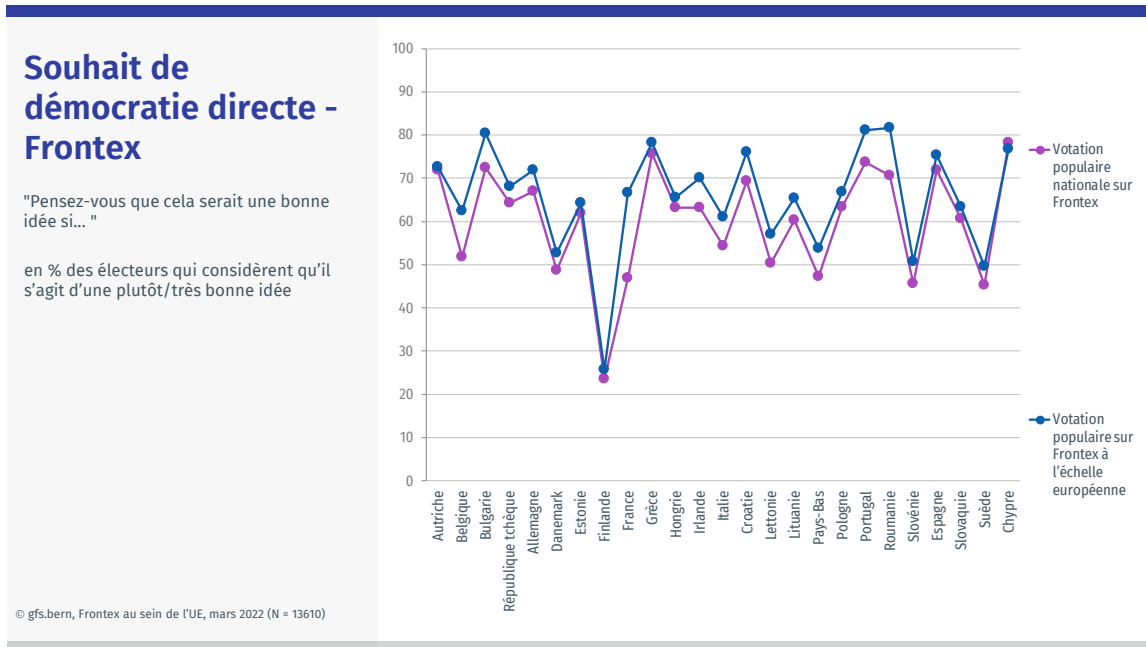
Concernant l'évolution possible des intentions de vote au sein de l'UE, cela signifie que si les opposants à Frontex se saisissaient de tout ce potentiel à leur avantage en optimisant leur communication, le taux d'approbation pourrait descendre à 50% en Grèce et en Italie, voire passer sous cette barre à Chypre.



## 2.4 Souhait démocratique

Dans près des trois quarts des pays sondés, une majorité absolue a tendance à estimer qu'une **VOTATION NATIONALE SUR FRONTEX** serait une bonne idée:

Graphique 18

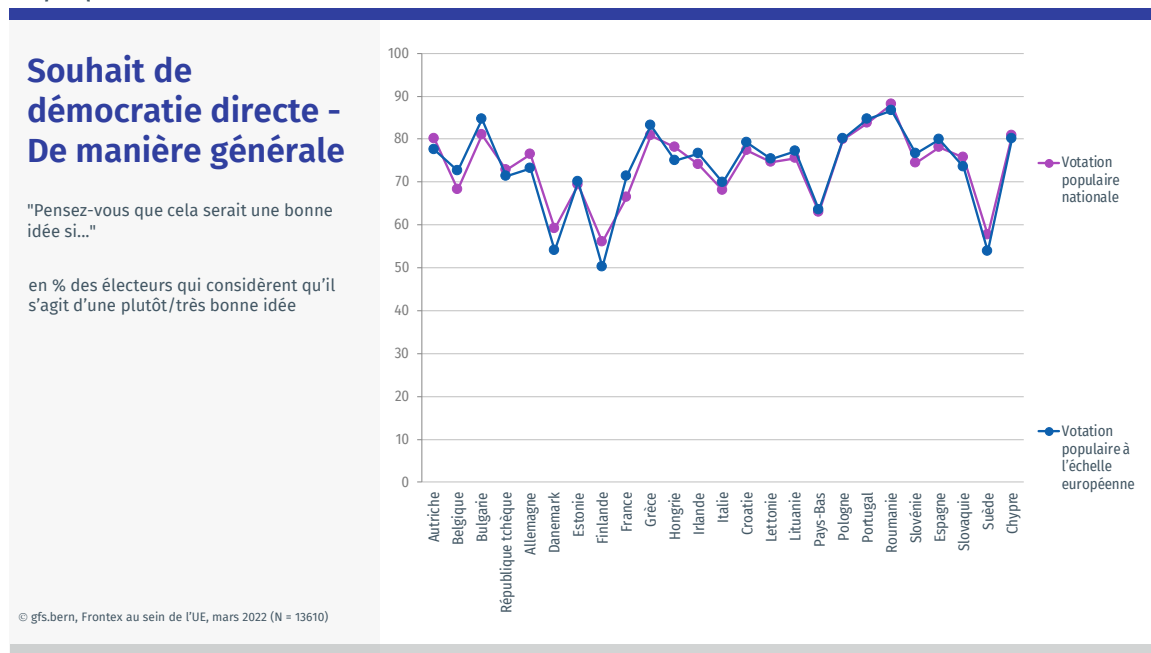


On retrouve des majorités relatives en faveur de cette idée au Danemark, en France, en Lettonie, aux Pays-Bas, en Slovénie et en Suède. En Finlande, une majorité relative de 45% des électeurs interrogés pense même qu'il s'agit d'une plutôt mauvaise idée, voire d'une très mauvaise idée. Tous pays de l'UE confondus, 60% des personnes interrogées estiment que c'est une bonne idée.

Dans presque tous les pays, une majorité absolue soutient l'idée d'une **VOTATION SUR FRONTEX À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE**. En Suède, ce projet est encore perçu comme une bonne idée par une majorité relative. Là encore, une majorité relative d'électeurs finlandais trouve qu'il s'agit d'une mauvaise idée (43% plutôt/très mauvaise). Au niveau de l'UE, 66% des personnes interrogées estiment que c'est une bonne idée.

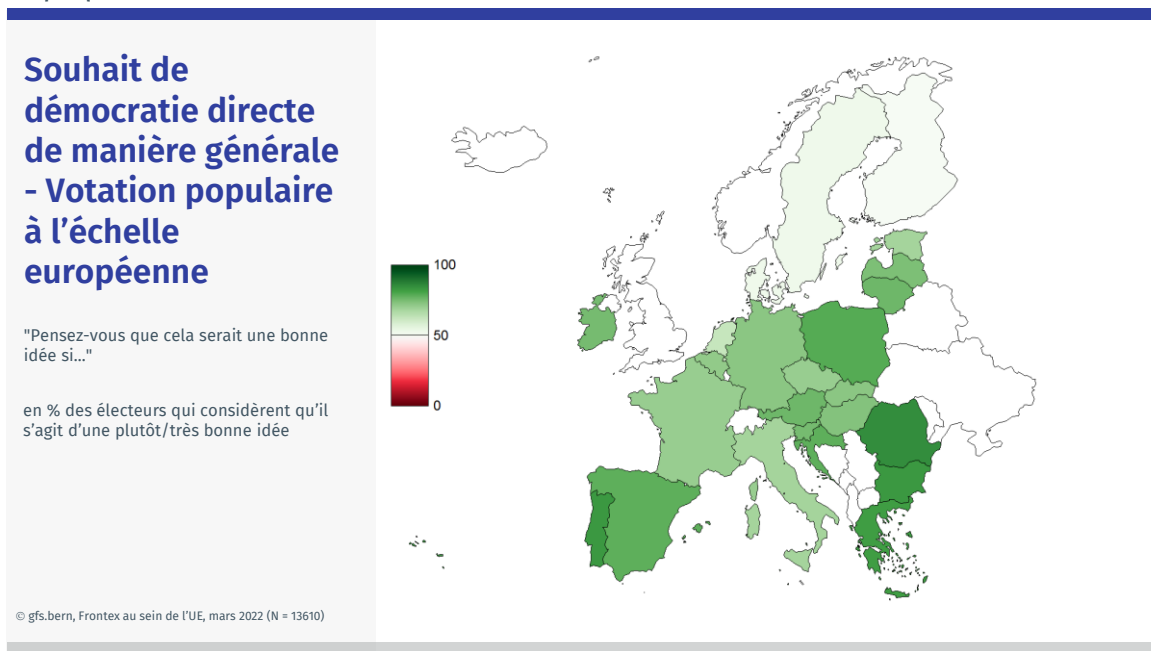
Dans tous les pays de l'UE, une majorité absolue des personnes interrogées considère que l'organisation de **VOTATIONS GÉNÉRALES DANS LEUR PROPRE PAYS** est une bonne idée:

Graphique 19



Le taux d'approbation va de 56% (Finlande) à 88% (Roumanie). On notera que l'idée de votations populaires nationales obtient comparativement le soutien le plus faible (moins de 60% de réponses plutôt/très bonne idée) dans les pays nordiques (Danemark, Finlande et Suède). Au niveau de l'UE, 73% des personnes interrogées jugent ce projet comme une bonne idée.

Graphique 20



Concernant les **VOTATIONS POPULAIRES À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE**, 73% des électeurs dans l'ensemble de l'UE sont également d'avis qu'il s'agit d'une bonne idée. Ces votations à l'échelle de l'UE sont très populaires (considérées à 80% ou plus comme une plutôt/très bonne idée) dans les mêmes pays que leurs équivalents au niveau national: Bulgarie, Grèce, Pologne, Portugal, Roumanie et Chypre. Là encore, c'est au Danemark, en

Finlande et en Suède que le taux d'approbation est le plus bas par rapport aux autres pays (entre 50% et 54% de réponses plutôt/très bonne idée).

Si l'on compare les souhaits généraux et ceux spécifiques à Frontex en matière de démocratie, on constate que le souhait de se prononcer sur Frontex est moins marqué que le souhait de pouvoir voter de manière générale. Cela montre une fois encore que Frontex n'est pas vraiment considérée comme un problème et que l'on peut très bien vivre avec la solution en place jusqu'à présent.

En combinant enfin cet idéal à la maturité de décision constatée précédemment pour l'exemple d'une votation populaire sur Frontex, il est possible de se faire une première idée du degré de maturité des électeurs des pays de l'UE sondés lorsqu'il s'agit de prendre une décision sur un projet politique. Pour ce faire, nous créons un indice d'après le degré auquel l'intention de vote actuellement exprimée est fondée sur des arguments de fond et d'après l'écart entre l'approbation calculée sur la base des arguments et l'approbation exprimée. Une personne qui justifie à 100% ses intentions de vote par des arguments et qui obtient exactement le même niveau d'approbation argumentée que celui effectivement exprimé obtiendrait alors une valeur d'indice de 100. L'exact opposé de cette personne obtiendrait une valeur d'indice de -100. Nous nous appuyons sur les valeurs d'indice de la Suisse pour jauger les résultats. Celles-ci s'établissaient à 53 points à un stade précoce de la formation de l'opinion politique et à 69 points au milieu de la phase principale de la campagne. Ainsi, même en Suisse, où l'on peut s'attendre à un haut degré de maturité des électeurs pour les processus de décision politique, l'indice n'atteint pas sa valeur maximale de 100 points.

Tableau 1

Pays	Indice de maturité de décision Valeur de l'indice entre 100 (maturité maximale) et -100	Souhait de votations générales à l'échelle de l'UE (en % de réponses plutôt/très bonne idée)
<b>Suisse</b>	Enquête de mars: 53.0 Enquête de mai: 69.0	-
<b>Autriche</b>	51.0	77%
<b>Finlande</b>	48.6	50%
<b>Estonie</b>	44.2	70%
<b>Italie</b>	34.2	70%
<b>Allemagne</b>	34.1	73%
<b>Danemark</b>	32.5	54%
<b>République tchèque</b>	31.9	71%

<b>Irlande</b>	31.8	77%
<b>Pays-Bas</b>	31	64%
<b>Suède</b>	30.1	54%
<b>Hongrie</b>	30.1	75%
<b>Slovaquie</b>	30.0	73%
<b>Bulgarie</b>	29.1	85%
<b>Slovénie</b>	27.3	77%
<b>Pologne</b>	26.5	80%
<b>Grèce</b>	25.4	83%
<b>Belgique</b>	23.9	73%
<b>Lituanie</b>	23.4	77%
<b>Croatie</b>	23.0	79%
<b>Espagne</b>	22.6	80%
<b>France</b>	22.4	71%
<b>Lettonie</b>	21.5	75%
<b>Roumanie</b>	6.2	87%
<b>Portugal</b>	4.8	85%
<b>Chypre</b>	-5.3	80%

En comparaison directe, tous les pays européens observés affichent un degré de maturité plus faible que la Suisse. Il est supérieur à 30 dans 12 pays et dépasse les 20 points dans 10 autres, alors qu'il n'est qu'à un chiffre en Roumanie, au Portugal et à Chypre.

Le fait que la Suisse occupe la première place dans ce domaine n'a rien d'étonnant, étant donné la tradition plus que centenaire du pays en matière de processus de formation d'opinion dans le cadre de votations populaires, et en fait une référence idéale quant à la capacité de l'électorat à se forger une opinion politique solide.

C'est en Autriche que l'on retrouve l'électorat le plus comparable: celui-ci traduit les arguments en intentions de vote de manière aussi forte qu'en Suisse et n'est que marginalement moins congruent dans la traduction des arguments en intention de vote.

La différence s'explique sans doute en partie par le fait que la population de l'UE n'est pas en train de prendre une décision de fond sur Frontex et que, par conséquent, Frontex y fait l'objet d'une couverture médiatique moindre. Dans l'ensemble, on peut toutefois supposer que l'attention politique, et donc le traitement des informations politiques au

sein d'une société, sont structurellement plus faibles lorsque cette société n'est pas régulièrement impliquée dans des décisions de fond. La volonté d'une plus grande implication dans de telles décisions est présente dans tous les pays étudiés, y compris chez la lanterne rouge en termes de maturité, Chypre. L'augmentation du degré de maturité en Suisse pendant une campagne montre aussi qu'une population renforce ses connaissances dans le cadre d'un scrutin et peut ainsi développer une routine grâce à des votations régulières, comme cela se fait en Suisse.

### 3 Synthèse

Nous rassemblons les conclusions de cette étude comparative au sein de l'UE sous les thèses suivantes:



Dans tous les pays de l'UE sondés, une majorité absolue des électeurs a une opinion positive de l'Union européenne. L'Estonie, le Portugal, la Lituanie, la Roumanie et l'Irlande affichent l'opinion la plus positive sur l'UE. Cela montre que l'impression positive à l'égard de l'UE se retrouve aussi bien chez des membres historiques que parmi les membres plus récents. L'opinion sur l'UE est la plus négative en République tchèque, aux Pays-Bas, en Grèce, en Slovaquie et en France, comparativement. Mais même dans ces pays, il prédomine une attitude positive envers l'Union européenne. Une certaine bienveillance à l'égard du système politique est une condition essentielle pour le succès dans les urnes des propositions des autorités.



Les électeurs de tous les pays de l'UE sauf un (Chypre) se sentent majoritairement en sécurité. Les services de protection nationaux et européens, notamment les gardes-frontières européens, contribuent à ce sentiment. La protection des frontières européennes remplit donc sa mission de base formulée de manière générale, si bien que la population n'y voit aucun problème majeur. Quiconque veut la réformer devra expliquer pourquoi. Les électeurs de l'UE sont satisfaits du *statu quo* concernant Frontex et considèrent qu'il n'y a pas de problème majeur. Toute intention de réforme impose donc d'emblée une justification, car il faut expliquer pourquoi l'on souhaite une réforme malgré une satisfaction largement consensuelle et pourquoi ce projet ne menace pas la satisfaction actuelle. Si cette justification n'est pas probante, l'expérience montre que le projet de réforme sera rejeté dans les urnes.



Du fait de la faible intensité du problème, Frontex ne suscite pas une attention très forte. Hormis en Grèce, seule une minorité connaît Frontex sur le fond, et les critiques actuelles ne sont connues que par une minorité. Il en résulte une satisfaction générale à l'égard de Frontex qui ne s'appuie pas sur une réflexion approfondie. Sur le fond, cette sympathie se fonde sur l'idée que Frontex améliore le travail de la police et la protection des frontières au niveau national et préserve l'Europe de flux de réfugiés ingérables. Ces éléments ont manifestement plus de poids que l'idée selon laquelle l'Europe est responsable des morts en Méditerranée à cause de Frontex, entachant de honte la tradition humanitaire européenne. Cette

notoriété relativement faible, l'attitude majoritairement positive à l'égard de Frontex et la méconnaissance des critiques formulées renforcent l'impression d'une faible intensité du problème, tant à l'échelle de l'UE qu'au niveau des pays respectifs. Lorsque les électeurs ne perçoivent pas l'intensité du problème, l'expérience montre qu'ils ne s'informent pas non plus activement sur les alternatives possibles.



Les taux d'approbation vis-à-vis des arguments soumis révèlent que la majorité de l'électorat des pays de l'UE reconnaît la mission et la contribution de Frontex et souhaite mettre à disposition les ressources nécessaires. Dans leur majorité, les critiques portent principalement sur le (manque de) maîtrise des dépenses, et seulement accessoirement sur des préoccupations éthiques. Une majorité considère que les financements supplémentaires alloués à Frontex devraient être utilisés pour protéger les frontières et non pour améliorer la situation en matière de droits de l'homme. Cela ne signifie pas pour autant que Frontex doive recevoir un blanc-seing et décider librement du montant et de l'utilisation des ressources supplémentaires. Les arguments contre, majoritairement partagés, portent en effet sur le fait que Frontex doit maîtriser les dépenses et mieux protéger les droits de l'homme. Il faut en outre permettre un accès sûr à une procédure d'asile normale. Dans chacun des pays de l'UE sondés, une majorité absolue des électeurs participerait à une votation sur le renforcement de Frontex. La participation au niveau de l'UE est légèrement inférieure à la moyenne suisse. Dans presque tous les pays de l'UE, les intentions de vote favorables sont en revanche supérieures à celles de la Suisse, mesurées sur la même période. Les électeurs de l'UE se prononcent actuellement davantage en faveur du renforcement de Frontex que ce à quoi l'on pourrait s'attendre au vu de leur position argumentative. On peut donc anticiper une érosion des intentions de vote en faveur du «Oui», sans toutefois que cette baisse ne compromette la victoire du «Oui». Cet écart témoigne également d'une formation d'opinion moins solide que celle que nous pourrions normalement observer en Suisse à ce moment-là.



La décision de vote et donc la formation de l'opinion des électeurs au sein de l'UE reposent davantage sur des considérations argumentées que sur une simple décision à l'instinct. L'influence mesurable des arguments sur la décision de vote, et donc sa justification fondée sur le contenu, est toutefois plus faible dans presque tous les pays de l'UE qu'en Suisse. La tradition plus que centenaire du pays en matière de formation d'opinion politique dans

le cadre de votations populaires a donc bien une conséquence visible sur la manière dont on se forge une opinion politique solide et une intention de vote sur la base d'arguments et de messages. Pour autant, la population des pays de l'UE est loin de partir de zéro: les électeurs dans les pays de l'UE sont tout à fait à même de forger leur décision de vote de manière argumentée et de l'exprimer sous la forme d'une intention de vote relativement ferme. Au sein de l'UE, on constate également qu'il existe bel et bien une aspiration réelle à participer à une votation populaire.



Tous les pays de l'UE sondés se prononcent fondamentalement en faveur de scrutins nationaux et européens pour les décisions politiques de fond. La pertinence d'une votation populaire sur Frontex reçoit un soutien légèrement inférieur à la possibilité d'organiser des votations générales. La Finlande rejette même clairement cette idée.



## 4 Annexe

Luzius Meisser (Meisser Economics), en coopération avec la Fondation pour la démocratie directe, a chargé l'institut de recherche gfs.bern de réaliser une étude comparative au sein de l'UE en lien avec la votation actuelle sur Frontex en Suisse.

Les résultats de l'étude comparative sur Frontex au sein de l'UE se basent sur une enquête représentative menée auprès de 13 610 électeurs dans 25 pays de l'UE. L'enquête a été réalisée entre le 7 et le 17 mars 2022 au moyen d'un questionnaire en ligne.

Le tableau ci-après fournit des détails méthodologiques sur l'enquête:

tableau 2: Détails méthodologiques

<b>Donneur d'ordre</b>	Meisser Economics
<b>Population</b>	Electeurs dans 25 pays de l'UE
<b>Collecte des données</b>	Questionnaire en ligne avec le fournisseur de panel Bilendi
<b>Taille de l'échantillon</b>	Total des personnes interrogées N = 13 610 dans 25 pays n par pays = entre 218 et 1015
<b>Type d'échantillonnage</b>	Autosélection des participants
<b>Pondération</b>	Age, sexe et choix de parti au Parlement européen
<b>Erreur d'échantillonnage</b>	±0,83% à 50/50 et probabilité de 95%
<b>Période de l'enquête</b>	du 7 au 17 mars 2022
<b>Publication</b>	15 mai 2022

©gfs.bern, Etude comparative sur Frontex au sein de l'UE, avril 2022

Dans un échantillon, deux facteurs exercent une influence décisive sur la qualité des conclusions qui pourront être tirées ultérieurement: la probabilité d'erreur d'une part, et l'erreur d'échantillonnage (ampleur de l'erreur) d'une affirmation statistique d'autre part. En ce qui concerne le premier point, la plupart des enquêtes se basent sur un intervalle de confiance de 95 %. Cela signifie que l'on admet une probabilité d'erreur de 5% que la valeur réelle d'une variable dans la population totale ne se situe pas dans l'intervalle de la valeur déclarée de l'échantillon ± son erreur d'échantillonnage. D'autre part, les énoncés statistiques sont justement soumis à cette erreur d'échantillonnage qui dépend de la taille de l'échantillon et de la distribution de base des variables au sein de la population, l'erreur étant d'autant plus faible que l'échantillon est grand.

Les erreurs statistiques pour chacun des groupes interrogés sont les suivantes:

Tableau 3: Erreur d'échantillonnage

Erreurs statistiques d'échantillonnage sélectionnées en fonction de la taille de l'échantillon et de la distribution de base			
Taille de l'échantillon		Marge d'erreur de la distribution de base	
		50% contre 50%	20% contre 80%
N =	1000	±3,2 points de pourcentage	±2,5 points de pourcentage
N =	600	±4,1 points de pourcentage	±3,3 points de pourcentage
N =	100	±10 points de pourcentage	±8,1 points de pourcentage
N =	50	±14 points de pourcentage	±11,5 points de pourcentage

Exemple de lecture: avec près de 1000 sondé-es et une valeur comptabilisée de 50%, la valeur réelle se situe à 50% ±3,2 points de pourcentage; pour une valeur de base de 20%, à 20% ±2,5 points de pourcentage. Dans la plupart des enquêtes, un intervalle de confiance de 95% est utilisé. Cela signifie qu'une marge d'erreur de 5% est tolérée quant au fait que le rapport statistique indiqué ne se trouve pas dans la population.

©gfs.bern

Dans les analyses de sous-groupes en particulier, le groupe sondé compte rapidement moins de 50 personnes interrogées, ce qui, avec une erreur d'échantillonnage de ±14 points de pourcentage, rend quasiment impossible une interprétation adéquate. C'est pourquoi nous n'effectuons pas d'analyses de sous-groupes en dessous de 50 cas.

L'autre élément garant de la qualité de l'analyse est la représentativité de l'échantillon. La représentativité signifie tout simplement que chaque individu qui fait partie de la population de base doit avoir exactement les mêmes chances que les autres de participer à l'enquête. Si des groupes sont systématiquement exclus lors de l'échantillonnage, l'enquête n'est pas représentative.

Pour corriger les biais sociodémographiques, une pondération a été appliquée d'après l'âge, le sexe et le choix du parti lors des élections au Parlement européen.

gfs.bern ag  
Effingerstrasse 14  
CH – 3011 Berne  
+41 31 311 08 06  
info@gfsbern.ch  
www.gfsbern.ch

L'institut de recherche gfs.bern est membre de l'association suisse des recherches de marché et sociales et garantit qu'aucun sondage n'est mené avec des intentions de vente ou de publicité affichées ou dissimulées.

Pour en savoir plus: [www.schweizermarktforschung.ch](http://www.schweizermarktforschung.ch)

 **SWISS INSIGHTS**  
Institute Member

 **gfs.bern**  
Menschen. Meinungen. Märkte.